

# Commune de SAUVETERRE-DE-GUYENNE

## Arrêté de mise à l'enquête publique

### **Arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2016 prescrivant l'enquête publique sur le projet de cessions de chemins ruraux communaux**

**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19 ;

Vu la loi n°78.753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'Administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

Vu la loi n°83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°85.453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 susvisée ;

Vu le Code rural, et notamment son article L. 161-10 ;

Vu le décret n° 76-921 du 8 octobre 1976 fixant les modalités de l'enquête publique préalable à l'aliénation, à l'ouverture, au redressement et à la fixation de la largeur des chemins ruraux et notamment son article 3 ;

Vu le Code de la voirie routière, et notamment ses articles R. 141-4 à R. 141-10 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 30 novembre 2015 approuvant le lancement de la procédure de cession de chemins ruraux communaux et autorisant le Maire de Sauveterre-de-Guyenne à organiser une enquête publique sur ce sujet ;

Vu la désignation, par Monsieur le Maire, de Monsieur Louis Julien SOURD en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

Considérant que les chemins ruraux concernés, ne sont plus utilisés par le public (voies de liaison devenues inutiles car desservant uniquement un propriétaire) ;

Considérant les demandes et offres faites (courriers) par les propriétaires afin d'acquérir lesdits chemins ;

Considérant que compte tenu de la désaffectation des chemins ruraux susvisé, il est donc dans l'intérêt de la commune de mettre en œuvre la procédure de l'article L. 161-10 du Code rural, qui autorise la vente des chemins ruraux lorsqu'ils cessent d'être affectés à l'usage du public ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de cessions de chemins ruraux de la commune de SAUVETERRE DE GUYENNE pour une durée de 17 jours consécutifs **du mardi 03 mai 2016 à 10H au jeudi 19 mai 2016 à 12H.**

### **ARTICLE 2 :**

Les parcelles concernées par ce projet de cessions des chemins ruraux sont les suivantes :

- Roussillon : chemin au sud-est de la parcelle ZN 52 (environ 64 m<sup>2</sup>) – demande de Mme DUPUY-BARTHERE.
- Saint-Léger-de-Vignague : chemin entre les parcelles ZW 88 et 34 (environ 124 m<sup>2</sup>) – demande de la SCEA CAZADE représentée par M. Philippe CAZADE, Gérant.
- Mont Saint Fort : emprise de l'ancien fossé sur la parcelle ZN 120 (environ 210 m<sup>2</sup>) – demande de M. Guy SALAGNAC, M. Vincent ROBERT et Mme Sabrina LARDEAU.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Maire a désigné Monsieur Louis Julien SOURD, Ingénieur général retraité, domicilié à BORDEAUX, comme commissaire enquêteur titulaire.

### **ARTICLE 4 :**

Le dossier d'enquête publique et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, ouvert par Monsieur le Maire, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront déposés à la Mairie de SAUVETERRE DE GUYENNE pendant une durée de 17 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie (mardi-mercredi-jeudi-vendredi 9H-12H et 14H-17H, samedi 9H-12H), du mardi 03 mai 2016 au jeudi 19 mai 2016 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à :

**Monsieur le Commissaire-enquêteur**  
**Enquête publique « Cessions de chemins ruraux »**  
**Hôtel de ville**  
**28 place de la République**  
**33540 SAUVETERRE DE GUYENNE**

### **ARTICLE 5 :**

Le commissaire-enquêteur recevra à la Mairie les jours et heures suivants :

- **Mardi 03 mai 2016 de 10H à 12H**
- **Jeudi 19 mai 2016 de 10H à 12h**

### **ARTICLE 6 :**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Le Maire transmettra dans les 24 heures au commissaire enquêteur ce registre assorti, le cas échéant, des documents annexés par le public. Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire de la commune de SAUVETERRE DE GUYENNE le dossier avec son rapport et, dans un document séparé, son avis motivé.

**ARTICLE 7 :**

Le rapport et l'avis motivé du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre Ier de la loi du 17 juillet 1978.

**ARTICLE 8 :**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci dans deux journaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché à la mairie, sur les panneaux d'affichage situés sous la petite Halle (place de la République), sur les trois lieux concernés (parcelles à céder), et publié par tout autre procédé en usage dans la commune. Ces publicités seront certifiées par le maire.

Ces mesures de publicité réglementaires seront complétées par l'intermédiaire du site internet communal ([www.sauveterre-de-guyenne.eu](http://www.sauveterre-de-guyenne.eu)).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête.

**ARTICLE 9 :**

Monsieur Laurent SAUTS, Adjoint en charge de l'urbanisme, sera la personne responsable du projet pour la municipalité. Monsieur SAUTS pourra être contacté, par l'intermédiaire de la mairie de SAUVETERRE DE GUYENNE au 05.56.71.50.43, pour répondre à toutes les demandes d'informations et de renseignements sur le projet que les administrés souhaiteraient lui adresser.

**ARTICLE 10 :**

A l'issue de l'Enquête publique et de l'étude des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur, le Conseil Municipal se prononcera définitivement sur la cession des parcelles, après y avoir apporté d'éventuelles modifications en tenant compte des conclusions du commissaire enquêteur et des avis du public.

**ARTICLE 11 :**

Monsieur le commissaire enquêteur et monsieur le maire de SAUVETERRE DE GUYENNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 12 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet chargé de l'arrondissement de LANGON,
- M. le commissaire enquêteur,

Fait à SAUVETERRE DE GUYENNE, le 1<sup>er</sup> avril 2016

LE MAIRE



Yves d'AMECOURT